Un soutien à Gaël Quirante dans un contexte de lutte

(photos de Martin : https://www.facebook.com/pg/martinnodaphoto/photos/?tab=album&album_id=562410890792786)

Une attaque politique

Gaël Quirante, secrétaire départemental du syndicat SUD Activités Postales 92 et camarade du NPA, subit un acharnement disciplinaire et pénal totalement injustifié : 10 tentatives de licenciement en 14 ans et presque un an de mise à pied cumulées.

Suite à une accusation de séquestration de la part de La Poste en 2010, son licenciement avait été refusé successivement par l'Inspection du Travail en 2010, par le Ministre du Travail en 2011, puis par le Tribunal Administratif en 2014. En avril dernier, la Cour d'Appel du tribunal Administratif de Versailles a annulé les trois précédentes décisions et a ainsi relancé la procédure.

L'inspection du travail a de nouveau refusé son licenciement, et contre cet avis, la ministre du travail a tout de même décidé d'autoriser son licenciement. Après les discours du gouvernement sur l'importance de l'inspection du travail, on voit comment ils et elles méprisent le travail de cette institution.

La décision prise par Mme Pénicaud est donc bien une décision politique car si Gaël Quirante est licencié, c'est en raison de son activité de représentant syndical. Elle constitue un nouveau message adressé à l'ensemble des militants et militantes syndicales.

La décision prise dès le 20 mars par la ministre a été annoncée après le 22 mars, journée de mobilisation dans tout le pays avec près de 500000 manifestant·e·s mobilisé·e·s. En réaction à cette annonce, des rassemblements en soutien à Gaël ont été organisés, notamment à Toulouse avec une cinquantaine de personnes, et à Paris.

Malgré le peu de temps de préparation du rassemblement à Paris, celui-ci fut une belle réussite avec près d'un millier de camarades, de diverses organisations. Parmi les

prises de parole, nous avons pu entendre le soutien de camarades syndicalistes de Solidaires, de Sud Rail, de la CGT Goedis, etc.

Mais le soutien ne s'est pas arrêté aux seul·e·s syndicalistes, vu l'ampleur politique de cette décision, des organisations politiques sont aussi intervenues. Parmi elles, il y a eu le POID, Lutte Ouvrière, avec Jean-Pierre Mercier, le NPA, avec Olivier Besancenot, la France Insoumise, avec Jean-Luc Mélenchon et Éric Coquerel, Michael Wamen, etc.

Dans cette large unité, le diagnostic était partagé : il s'agit d'une attaque politique qu'il faut combattre, car elle continue d'ouvrir une brèche importante dans la résistance aux politiques gouvernementales et patronales. En effet, cela s'inscrit dans une logique répressive qui frappe le monde du travail (mais pas que) avec plus de 4000 poursuites disciplines ou pénales contre des grévistes ou des manifestant·e·s depuis le mouvement 2016 contre la loi travail. Le cas de Gaël, s'il n'est pas le seul fera « jurisprudence » si nous n'obtenons pas le recul de la ministre.

De nombreuses motions de soutien de différents syndicats tels que Sud Éducation, du SNES-FSU, et bien d'autres sont importantes, et nous devons chercher à en avoir le plus possible dans les différentes structures syndicales dans lesquelles nous militons.

Dans un contexte de lutte

Cette attaque s'inscrit aussi dans un contexte de mobilisation où de nombreuses équipes syndicales de différents secteurs sont engagées dans des luttes, à la SNCF, La Poste, dans les hôpitaux, les universités, les EHPAD, à Air France, et dans bien d'autres secteurs encore.

Comme nous avons pu l'entendre dans diverses interventions, le gouvernement Macron/Philippe engage un bras de fer avec le mouvement ouvrier, avec les exploité·e·s. Il fait passer, en force avec par exemple les ordonnances, tout un tas de réformes dirigées contre les exploité·e·s de notre système : la loi travail XXL tout d'abord, puis Parcours Sup, et la réforme du bac, maintenant la réforme de la SNCF.

Cette autorisation de licenciement se situe dans ce contexte là. Elle signifie : « attention, si vous résistez trop, vous risquez très gros ! ».

Dans toutes les interventions du rassemblement, cette analyse était partagée à raison. Et c'est dans ce contexte de lutte, de résistance naissante, que cette solidarité avec notre camarade Gaël Quirante est d'autant plus cruciale, car elle est un des bases de la conscience de notre camp.

L'unité dans ces luttes, de toutes et tous, syndicalistes de divers structures (CGT, Solidaires, FO, FSU, etc.), des différentes organisations de la FI, du NPA, du POID, ou de LO, est centrale pour faire reculer reculer le gouvernement sur notamment la réforme de la SNCF, la sélection à l'Unversité et le projet de CAP2022 de la fonction publique.

Une stratégie pour gagner

Si l'unité dans ces luttes est évidemment nécessaire, cela n'est pas suffisant pour gagner. Pour faire plier le gouvernement dans son bras de fer, il nous faut une stratégie. Bon nombre d'interventions allaient dans ce sens lors du rassemblement, et un mouvement massif était appelé de toutes et tous.

Nous souscrivons pleinement à ce qu'expliquait Gaël lors de son intervention : les mouvements récents contre les lois travail nous ont montré ce qui ne permettait pas de gagner. En effet, les directions des centrales syndicales, ne voulant pas d'un affrontement déterminé mais risqué avec le gouvernement, nous ont proposé un plan de mobilisation constitué de journées de mobilisation et de grève isolées et espacées. Ces journées là n'ont finalement permis qu'une démoralisation des plus déterminé·e·s.

Pour arriver à obtenir une victoire, il va nous falloir attaquer le gouvernement là où ça fait mal, et avec les moyens qu'on a. Il va nous falloir bloquer le pays par une grève généralisée à plusieurs secteurs (cheminot·e·s, fonction publique, étudiant·e·s, etc.), qui peut déboucher sur une grève générale dans tout le pays. C'est sur les travailleurs et les travailleuses que le système économique capitaliste repose, et c'est cette force là que nous pouvons utiliser pour renverser la vapeur.

Il nous faut donc tout faire pour construire cette grève générale. La France Insoumise nous propose de faire l'unité des 99 % contre les 1 %, l'unité de "tous les citoyens", mais poser les choses en ces termes est une impasse car cela ne permet pas de comprendre pourquoi ces réformes sont faites ni sur quoi repose l'exploitation capitaliste. Comme disait Gaël : « c'est le citoyen huissier qui te remet sa convocation, puis c'est le citoyen juge qui te donne ta condamnation, tout cela encadré par le citoyen policier ». Pour nous, c'est bien la lutte des classes qui permet de renverser le rapport de force entre le gouvernement, le patronat, et les exploité·e·s, et c'est cela qu'il faut développer.

Il est révoltant, vu la gravité des attaques et la nécessité à ce que la réforme de la SNCF ne passe pas, que les directions syndicales ne proposent qu'une grève dite «loto» où les jours de grèves et la fin de grève sont prévue d'avance. En effet, la grève appartient aux cheminot·e·s, et il est crucial que les AG inter-services se coordonnent

pour diriger la grève. La pression de la base a contraint la direction de SUD Rail à se prononcer clairement pour la grève reconductible et à se dissocier de la « grève loto » (https://lc.cx/PJdw). La seule alternative à la politique des bureaucraties syndicales, c'est l'auto-organisation à la base, la démocratie des AGs, pour imposer une grève totale et dure jusqu'au retrait du projet du gouvernement !

Il faut construire un mouvement massif, qui ne soit pas limité aux seul·e·s cheminot·e·s, mais malheuresement, les directions syndicales de la CGT et de Solidaires se sont d'ores et déjà mises d'accord pour appeler à une nouvelle journée de grève... le 19 avril, sans aucune autre perspective ! Il est très important de ne pas laisser les cheminot·e·s isolé·e·s d'ici là.

Pour cela, le rassemblement de syndicalistes combatifs/ves du Front Social est un bon outil. Le Front Social met en avant cette nécessité de construire la grève générale pour faire reculer le gouvernement, et peut être un outil pour un courant intersyndical dont le combat est centré sur la lutte de classe. L'initiative du Front social du 7 avril (https://lc.cx/PJFC) est un point de convergence de tou·te·s celles et ceux qui veulent construire la grève générale.

De nombreuses interventions appelaient à un « nouveau mai 68 », et c'est une bonne chose, lors du mouvement de mai 68, il y a eu une énorme grève générale, et c'est cela qui fait reculer les gouvernements. C'est aujourd'hui le moment de jeter toutes nos forces dans la bataille, de bousculer le calendrier des bureaucraties syndicales et de réunir les conditions d'une grève massive qui bloque l'économie.

Lucas Battin, le 28 mars 2018